**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** République Démocratique du Congo

**TYPE DE RAPPORT :** Annuel

**ANNEE DE RAPPORT :**2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE ET LA CONFIANCE ENTRE LA POPULATION ET LES AUTORITÉS À TRAVERS LA POLICE DE PROXIMITÉ, LE DIALOGUE ET LA REVITALISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE**Numéro Projet / MPTF Gateway :** MPTF-00123720,  |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**  | **Type et nom d’agence récipiendaire :** RUNO[[1]](#footnote-1), Organisation Internationale pour les Migrations (Agence coordinatrice) (OIM) ;RUNO, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; RUNO, Entité des Nations Unies pour l’égalité de sexe et l’autonomisation des Femmes (ONU Femmes). |
| **Date du premier transfert de fonds :**17/09/2020**Date de fin de projet :**16/03/2022**Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Oui |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[x]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé :****Agence récipiendaire Budget** UNDP $ 1.231.356 ONU Femmes $ 879.540OIM $ 2.444.129**TOTAL** : **$ 4.555.025**Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 19.2%**Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **1.019.671 USD (41,72%)**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 74 600,71USD |
| **Marquer de genre du projet :2[[2]](#footnote-2)****Marquer de risque du projet :1[[3]](#footnote-3)****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): 1.2[[4]](#footnote-4)** |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Equipe OIM, PNUD et ONU FEMMESRapport approuvé par : Fabien Christian François SAMBUSSY (chef de mission de l’OIM en RDC)Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui  |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

1/Brève explication de l’état global du projet

Au cours des six derniers mois, le projet a enregistré des réalisations significatives que sont :

* Le suivi et la coordination de l’ensemble des activités du projet ont été renforcés par la tenue effective de trois réunions du Comité Technique les 05 mars, 16 juin et 01 octobre 2021 à Tshikapa avec la participation effective des autorités gouvernementales provinciales, les autorités de la PNC du Kasaï et les membres de la société civile, et de deux réunions du Comité de Pilotage les 10 mars et 06 octobre 2021 à Kinshasa en présence des Ministères de l’Intérieur, du Plan et du Genre de la police Nationale Congolaise (PNC). Ce qui a permis d’informer les différentes parties prenantes au projet sur le niveau d’avancement des activités.
* Le processus de l’amélioration de la gestion de la sécurité communautaire a favorisé la mise en place du Comité Locale de Sécurité de Proximité dans la commune de Kanzala suivie par l’installation de quatre forums de quartiers.
* En vue d’assurer assurer le contrôle des actions menées par la PNC et assurer la redevabilité vis-à-vis des populations locales un plaidoyer a été engagé pour la mise en place d’une antenne de l’Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise.
* En vue de renforcer les capacités de l’école de police de de Tshipuka, Mbuji Mayi, trois entreprises ont été recrutées pour construire des dortoirs, latrines et salles de cours additionnels. Ainsi 200 policiers de la province du Kasaï suivent une formation de base à l’école de police de Tshipuka à Mbuji Mayi pour une durée de cinq mois. Par ailleurs, 35 cadres de la police nationale congolaise du Kasaï ont bénéficié d’une formation à Tshikapa sur les droits de l’homme y compris la lutte contre les VBG, PSEA etc.
* Un consultant expert a été recruté pour conduire les diagnostics locaux de sécurité.
* Notons également la réalisation d’une étude de base du projet. Le rapport final de l’étude est déjà disponible, **(voir en annexe)**

2/ Evénements importants liés au projet prévu au cours des six prochains mois

Plusieurs évènements importants dans la vie du projet sont projetés au cours des six prochains mois. Il s’agit notamment de :

* l’inauguration des commissariats et sous-commissariats de la commune de Kanzala et le déploiement des 200 policiers à Mbujimayi ;
* l’inauguration de la nouvelle antenne provinciale de l’Inspection Général de la Police Nationale du Kasaï et le déploiement de 15 inspecteurs.
* lancement des travaux HIMO et des AGR par les communautés locales (jeunes filles et garçon) sélectionnées.
* l’animation des CLSP et forums de quartiers dans les 20 communes de la commune de la Kanzala en collaboration avec les policiers formés Tshikapa.
* La poursuite de la campagne de sensibilisation accompagnée des activités de rapprochement notamment des échanges sportifs et culturels entre les communautés.

3/ Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a contribué

L’application, pour la première fois, de la réforme de la police nationale congolaise à travers la formation de base des policiers du Kasaï, le démarrage des travaux de construction et l’équipement des commissariats de sous commissariats de police et de la mise en place d’une antenne provinciale de l’Inspection Générale de la Police Nationale au Kasaï ont considérablement changé le visage et commence à restaurer l’image de la police nationale congolaise vis-à-vis de la population de locale.

Par ailleurs, la mise en place et le fonctionnement des CLSP et forums ont commencé à transformer la perception des communautés de la commune de Kanzala notamment par rapport à leurs rôles dans la gestion de la gestion de sécurité locale. Il en est de même pour les journalistes et acteurs de la société civile formés sur les notions de police de proximité.

En effet, le projet de police de proximité, inédit dans la province, au regard de ses activités qui répondent parfaitement aux attentes de tous a donné une grande bouffée d’espoir au

Gouvernement provincial, à la police nationale congolaise et aux communautés locales en matière notamment de la gestion inclusive de la sécurité locale et du renforcement de la cohésion sociale.

Ces changements sont justifiés par les témoignages des toutes les parties prenantes ci-dessus énumérées à l’occasion des réunions techniques, comité de pilotage et les cérémonies de lancement des activités du projet.

3/ En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel.

Il serait, en ce moment précis de la mise en œuvre des activités, tôt de parler d’impact humain réel induit par le projet. Cependant, des effets immédiats sont constatés comme mentionné dans le point ci-haut.

En effet, au regard du retard connu dans le démarrage du projet, les activités clé et décisives récemment lancées sont en cours d’implémentation, elles ne pourraient par conséquent produire d’impact sitôt. Il s’agit notamment de la formation de base de policiers, de la construction et équipement des commissariats de police, de l’installation d’une antenne provinciale de l’INGPN, des CLSP et forum de quartiers et du renforcement de la résilience socioéconomique des jeunes.

L’impact réel du projet ne pourrait se mesurer qu’à la fin effective de toutes ces activités.

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1 : La sécurité des populations locales est renforcée grâce à la mise en place de services de sécurité de proximité**

**ON TRACK**

**Résumé de progrès :**

Dans le cadre de l’indentification des infrastructures communautaires à réhabiliter, les communautés locales sont sensibilisées sur le choix concerté et consentis des infrastructures d’intérêt public à réhabiliter. Cette réhabilitation va permettre aux jeunes et aux femmes, qui vont travailler dans la stratégie HIMO, d’avoir des moyens financiers nécessaires pour démarrer des activités génératrices de revenus ;

En attendant l’achèvement du centre de formation temporaire de la police de Tshikapa, la formation de base des agents a été relocalisée à l’école de formation des policiers à Tshikapa qui a bénéficié d’un aménagement de six dortoirs, quatre latrines douches, une salle de cours et un magasin. Ce qui permet de rationaliser les ressources dédiées à cette activité.

La formation de base de 200 policiers (194 hommes, 6 femmes) de la province du Kasaï a débuté le 9 septembre 2021 dans l’enceinte de l’école de police de Tshipuka à Mbuji Mayi pour une durée de cinq mois. Elle consiste à enseigner aux policiers, qui n’ont pas jamais été formés, des thématiques essentielles entrant dans le cadre de la réforme de la police nationale congolaise, notamment les rôles et les responsabilités de la police, la mission régalienne du policier, le maintien de l’ordre, les droits humains, la lutte contre les VGB. A la fin de la formation, les participants, de retour à Tshikapa, suivront un stage d’immersion d’un mois dans la commune de Kanzala et seront enfin déployés dans les commissariats et sous-commissariats construits à cet effet.

Le Comité Local de Sécurité de Proximité installé en septembre 2021 a bénéficié d’un bâtiment de la part des autorités locales qui sera également réhabilité et équipé. Ce cadre de travail va permettre aux représentants de la communauté, membres du comité de bien jouer leur rôle de redevabilité.

Du 21 au 24 septembre 2021, quatre forums de quartier ont été installés dans la commune de Kanzala, avec la participation de 50 membres répartis comme suit : 4 policiers, 22 chefs de quartiers et Groupements et 24 membres de la communauté. Ces forums, sous la supervision du CLSP organiseront des tribunes publiques avec les autorités communales et la police nationale sur des thématiques liées notamment à la sécurité et la cohésion sociales dans leurs quartiers respectifs.

Le plaidoyer pour l’appui à la mise en place d’une antenne de l’Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise (IGPNC) se poursuit normalement auprès des autorités compétentes. Cette antenne permettra de contrôler les actions menées par la PNC et d’assurer la redevabilité interne des forces de l’ordre***.*** Le bâtiment du bureau a déjà été identifié, toutefois la validation par des experts de l’IGPN est nécessaire pour démarrer les travaux de sa réhabilitation et de son équipement. Ainsi 15 inspecteurs de police en charge d’animation de ladite antenne y seront définitivement déployés.

Au total 30 acteurs humanitaires provinciaux et agents des forces de sécurité de Tshikapa (17 hommes, 13 femmes) ont bénéficié d’une formation sur les principes de l’égalité entre les hommes et les femmes et la communication pour le changement de comportements (CCC) sur les Violences sexuelles et celles basées sur le Genre (SGBV) au cours du mois de septembre. Cette formation a permis aux participants de renforcer leurs connaissances et compétences nécessaires à l’intégration de l’égalité des sexes dans la programmation humanitaire. A l’issue de la formation, une planification des actions à entreprendre pour l'intégration de l'égalité des sexes à chaque étape du cycle de programmation humanitaire a été élaborée par les clusters.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :

Le projet est à caractère inclusif et sensible au genre dans sa nature, de ce fait les activités menées sous ce résultat, comme il ressort dans la synthèse, ont pleinement impliqué les femmes autant que possible. Cependant le seul regret se trouve au niveau de la formation de base de la police où sur les 200 policiers seulement six femmes sont enregistrées et cela est dû au fait qu’il existe une faible représentation de femmes dans le corps au Kasaï.

**Résultat 2 : L’intégration sociale et économique et la résilience des communautés, en particulier celle des groupes vulnérables, est renforcée comme alternative à la violence.**

**ON TRACK**

**Résumé de progrès :**

La mise en place des forums de quartier a été suivie par la formation de leurs membres. La formation a eu lieu à Tshikapa et a réuni 49 membres des fora des quartiers dont 2 femmes par forum, six membres du CLSP, une autorité urbaine, deux autorités policières. Pendant trois jours, soit du 28 au 30 septembre 2021, plusieurs thématiques ont été abordées dont notamment les notions et principes fondamentaux de la police de proximité, de la redevabilité, la gouvernance locale sécuritaire, les rôles et responsabilités des CLSP et forum de quartiers.

Les participants ont exprimé leur satisfaction d’avoir pris connaissance des sujets qui leur permettront de rétablir la confiance en la Police et aux autorités locales et favoriser la cohésion sociale entre les communautés.

Une des participantes, représentante de la société civile au sein du CLSP, témoignes-en ces termes : *« c’est pour la première fois que je vois une initiative qui vise à mettre en ensemble les autorités administratives, la police nationale et la population autour des questions de sécurités dans les entités décentralisées au Kasaï. C’est un grand espoir pour la population, donc un bon départ pour restauration de la confiance entres ces acteurs et de facto de la sécurité dans la ville de Tshikapa »*

Le CLSP de Tshikapa a, depuis sa création, initié plusieurs activités connexes dont la conduite d’un diagnostic local qui permettrait d’identifier les besoins réels des populations et des autorités policières notamment en matière de sécurité, de cohésion sociale et de développement communautaire. Un consultant expert a déjà été recruté en vue de conduire la collecte des données qui sera lancée au début du mois de novembre 2021.

Une série de formation sur des thématiques de lutte contre les SGBV a réuni toutes les couches de la population et les autorités locales de Tshikapa. Au total, 160 personnes (83 hommes, 77 femmes) ont été formées sur les 200 personnes prévues. Les participants issus des différentes couches socio professionnelles ont été formés sur l’initiation à la promotion du genre. Ils seront, grâce à ces formations, aptes à sensibiliser et accompagner leurs paires avec des stratégies d’encadrement prenant en compte le genre. D’autres sessions visant 60 bénéficiaires seront organisées au cours du mois de novembre.

La première étape de la formation organisée par ONU Femmes au cours du mois de septembre 2021 a été réalisée au profit des 35 responsables des ONG des femmes et des jeunes (5 hommes, 30 femmes) sur les métiers porteurs et les stratégies d’encadrement des femmes et des jeunes autour d’activités qui mettent en valeur leur potentiel. Elle a permis aux participants d’être bien outillés sur le "pourquoi" et le "comment" d'une bonne orientation professionnelle. Le même exercice est en cours avec les responsables jeunes des ONG et délégués des communautés. Cette étape de formation en cours, visant 200 jeunes, permettra de créer un pool de jeunes motivés et motivants, à s’engager dans des métiers porteurs adaptés aux réalités locales ainsi qu'aux atouts de chacun. Le projet accompagnera les femmes et les jeunes retenus dans cette activité, à se prendre en charge à travers le métier porteur adapté

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :

Les femmes sont représentées à travers toutes les activités mises en place dans le cadre de ce projet : elles siègent aux postes de direction des cadres de concertation mis en place par le projet (CLSP, forums de quartiers) et participent activement aux formations. Pendant les séances de sensibilisation et les tribunes publiques, le projet veille à ce que la distribution de parole entre les hommes et les femmes et en particulier les jeunes (filles) soit équilibrée.

Pendant l’étude de base, des outils ont été conçus uniquement pour recueillir les points de vue des jeunes. Sur l’ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du projet, des activités déjà réalisées visaient en priorité les femmes et les jeunes, entre autres : des activités de la communication et mobilisation inclusive des femmes et des jeunes à risques, des activités récréatives au profit des jeunes/femmes) et la formation professionnelle des jeunes et des femmes au profit des métiers porteurs.

Aussi, parmi les forums des quartiers, les six délégués sont composés de deux femmes et une jeune fille, de deux hommes et un jeune garçon. Le CLSP compte 10 personnes dont quatre femmes et est dirigée par une femme.

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi** : Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapportAu cours de six derniers mois, des activités de suivi qui ont été organisées :Une réunion du comité de Pilotage a été organisée le 6, en présence des représentants des ministres nationaux de l’intérieur et du plan, le vice-gouverneur de la province du Kasaï, le ministre de l’Intérieur, les officiers de la PNC en province et au niveau national, ainsi que les trois agences de mise en œuvre. La réunion a eu lieu à Kinshasa avec objectif d’assurer le suivi des progrès dans la mise en œuvre des activités du deuxième semestre du projet. Deux réunions du comité techniques ont été organisées dans la province du Kasaï en présence des représentants du gouverneurs, les ministres provinciaux, le commissaire provincial de la PNC et les acteurs de la société civile. L’objectif de ces réunions était de coordonner les activités et la mise en œuvre cohérente de la stratégie d’intervention du projet.A la fin de chaque séance de suivi, des recommandations ont été formulées pour permettre la bonne réalisation des activités du projet. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? OUI. L’étude de base a été réalisée par un consultant, son rapport a démontré la situation de départ des indicateurs des résultats du projet.Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? NON toutefois, une enquête de perception avant l’évaluation finale est envisagée. Elle aura comme objectif de renseigner les indicateurs du projet. |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? OUIPendant la période du rapport, un consultant a été recruté pour mener l’évaluation de base dans la zone du projet. L’étude de base du projet a été réalisée au cours du mois de e juillet 2021. La collecte concernait tous les bénéficiaires du projet, les autorités locales et d’autres parties prenantes du projet à Kanzala.  | Budget pour évaluation finale : **Merci d’inscrire le budget prévu pour l’évaluation finale dans le document projet**Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation :Une demande d’extension sans cout de 6 mois est en cours permettant un délai supplémentaire pour réaliser la totalité des activités planifiées. L’évaluation finale du projet interviendra ainsi à 2 mois de la fin du projet. |
| Effets catalytiques (financiers):.  | Nom de donateur : Montant ($):MONUSCO 200.000 Dollars US – projet visant à renforcer davantage les capacités opérationnelles de la Police Nationale Congolaise au KasaïEn effet, le soutien financier supplémentaire répond au résultat 1 du présent projet qui vise à renforcer la sécurité de la population grâce à la mise en place de services de sécurité de proximité à travers notamment : la mise à disposition de la Police Nationale Congolaise (PNC) au Kasaï et de moyens de transport additionnels (véhicules et motos). Cette initiative est due au fait que la PNC est considérablement limitée dans ses actions et notamment dans ses interactions avec la population. Aussi, en raison des restrictions financières du projet PBF, l'OIM n'a pas été en mesure d'acheter des véhicules pour la PNC.Le projet a été mise à jour et sera approuvé dans les jours à venir. D’ores et déjà le processus d’acquisition des moyens de transport a été enclenché. |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? | Le projet a une durée de 18 mois. Cependant il a connu un retard non seulement dans le démarrage des activités mais aussi dans l’indentification des sites abritant les infrastructures à réaliser et à réhabiliter d’où la nécessité d’une extension sans cout d’au moins six mois.  |

**Partie IV : COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$ 2 042.156

Ces dépenses concernent essentiellement les test PCR lors des déplacements du personnel et des partenaires du projet, l’achat des masques ; gels hydroalcooliques et des dispositifs de lavage de mains. Par ailleurs, compte tenu de la mesure étatique restreignant le nombre de participants au cours des rencontres publiques, certaines activités ont été réalisées de façon simultanée mais dans des salles différentes accroissant ainsi les dépenses y afférentes. Les collègues étaient repartis dans chaque salle pour l’assurance qualité.

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Au cours de la mise en œuvre du projet, notamment lors des activités de formation, et réunions techniques, les bénéficiaires ont été régulièrement rappelés au respect des mesures barrières (port de masque obligatoire, usage de gel hydroalcoolique, distanciation, lavage de mains) qui était une condition pour accéder aux salles de formation. A cet effet, des masques personnalisés (portant la visibilité du projet), des gels et dispositifs de lavage de de main ont été mis à disposition de partenaires et bénéficiaires. Il faudra intégrer les adaptations adoptées dans la mise en œuvre des activités et qui ont pu entrainer des retards dans la mise en œuvre de certaines activités du projet

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☐ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☒ Autres (veuillez préciser) :il s’agit, comme précisé plus haut, du rappel et de la dotation des bénéficiaires des équipements et kits permettant de prévenir les risques de contamination.

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sexe** | **Age** |
| **Homme** | **Femme** | **15-24** | **25-35** | **+35** |
| **Objectif :** Ce projet vise à atténuer le vide sécuritaire dans les communautés où le risque de violence est particulièrement élevé, à travers la mise en place de services de sécurité de proximité et le renforcement des opportunités de subsistance pour les plus vulnérables. Les quartiers et communes d'intervention à Tshikapa seront déterminés conjointement avec les autorités locales, et la PNC et UNPOL. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Résultat 1 :** La sécurité des populations locales est renforcée grâce à la mise en place de services de sécurité de proximité | % des membres des communautés ciblées ayant affirmé qu'ils font confiance à la police pour assurer leur sécurité au quotidien (désagrégé par sexe et par âge) | 35,3% | 30% | 32,9 | 6,5 | 25,8 | 50% | Indicateur pas encore renseigné | RAS | Enquête de perception n’a pas encore eu lieu. Selon le plan planification elle aura lieu au mois de novembre 2021 |
| % de la population estimant être en sécurité dans leur quartier/village (désagrégé par sexe et par âge) | 38,7 | 34,4 | 38 | 7,8 | 27,3 | 70% | Pas encore renseigné | RAS | Enquête de perception n’a pas encore eu lieu. Selon le plan planification elle aura lieu au mois de novembre 2021 |
| % de la population ayant affirmé que les CLSP contribuent à l'amélioration de la situation sécuritaire (désagrégé par sexe et par âge) | 3,5 | 4 | 3,1 | 1,1 | 3,3 | 50% | Pas encore renseigné | RAS | Enquête de perception n’a pas encore eu lieu. Selon le plan planification elle aura lieu au mois de novembre 2021 |
| Nombre d'incidents de sécurité/ ou de conflits inter communautaires rapportés dans les localités ciblées par le projet | 196 | tbd | Pas encore enseigné | RAS | La planification pour la collecte aura lieu au mois de novembre 2021 |
| % de personnes satisfaites des services rendus par la police   | 34,6 | 31,5 | 34,1 | 6 | 26 | 50% | L’indicateur n’est pas encore renseigné | * RAS
 | Les policiers en formation à Tshipuka ne sont pas encore déployés dans leurs lieux d’affectation pour évaluer l’impact sécuritaire lié à leur déploiement. |
| **Produit 1.1:** La police a des capacités renforcées pour assurer la sécurité des populations | Nombre d'agents de police formés sur l'approche et les principes de police de proximité  | 31 | 2 |  |  |  | 200 | 2ème mois de formation des 200 policiers sur 5 mois prévus | 17% | Le retard de l’achèvement des travaux au centre de Tshipuka a freiné le déploiement des 200 policiers au Centre. |
| Nombre cadres de la police formés sur les notions de redevabilité de la police  | 1 | 0 |  |  |  | 30 |  30 | 30 100% de réalisation | RAS |
| Nombre de bâtiments de la PNC construits / réhabilités pour abriter les unités de police de proximité  | 0 | 5 | Lancement des appels d’offres | Le progrès est à 25% vers l’atteinte de l’indicateur  | L’obtention des documents fonciers des sites potentiels des Commissariats et Sous-commissariats de la Police a été un défi de taille auquel nous avons fait face.  |
| Nombre de policiers qui connaissent les principes de masculinité positive et les appliquent dans leur travail et dans leur vie privée.   | 30 | 4 |  |  |  | 200 | Formation des policiers en cours | 17% de progrès par rapport à l’indicateur | Le retard de l’achèvement des travaux au centre de Tshipuka a freiné le déploiement des 200 policiers au Centre pour permettre le démarrage de la formation. |
| Nombre de policiers formés sur la gestion et à la maintenance des équipements et infrastructures.   | 17 | 1 |  |  |  | 10 | On n’a Pas encore démarré | 0%  | L’activité n’est pas encore exécutée |
| % de la population ayant le sentiment d'être en sécurité grâce au déploiement des unités de police de proximité (désagrégé par sexe et par âge)  | 31,7 | 25,8 | 28,9 | 5,5 | 23,1 | 50% | Pas encore renseigné | RAS | Les policiers sont en formation, ils seront déployés dans 5 mois |
| % de la population ayant affirmé que la mise en place de la police de proximité a contribué à l'amélioration de la sécurité locale (désagrégé par sexe et par âge)  | 29,5 | 23,5 | 26 | 5,1 | 21,8 | 50% | Pas encore renseigné | RAS | Les policiers sont en formation, ils seront déployés dans 5 mois |
| % de réduction du taux de criminalité dans les zones cibles (désagrégé par type de crime) | **Vols de Bien**  | **Viol** | **Cambriolage** | **Agression physique** |  **Exécution sommaire** |  **Conflit armée intercommunautaire** | Pas encore renseigné | RAS | La planification de collecte est prévue pour le mois de novembre 2021 |
| 11,9 | 16,0 | 15,4 | 16,3 | 16,4 | 18,0 |
|  |  |  |
| **Produit 1.2:** Des mécanismes de redevabilité interne et externe sont opérationnels pour améliorer la qualité des services de sécurité envers les populations | Nombre de séances de discussion sur le travail de la police organisés devant les communautés  | 5 | tbd | Les séances ne sont pas encore initiées | 0% | Le moment prévu pour la réalisation de ces activités dans le plan de travail n’est pas encore arrivé. |
| Nombre de dossiers de discipline enregistrés et traités au niveau de l'antenne provinciale de l'IGPNC  | N/A | tbd | Plaidoyer en cours pour l’installation de l’GPNC | 0% | Parce que le IGPNC n’est pas encore installé à Tshikapa |
| Nombre d'activités de coaching organisées pour les unités de police de proximité  | 8 | tbd | Pas encore entamé | 0% | Les policiers sont toujours en formation à Tshipuka. |
| **Produit 1.3:** La gestion de la sécurité au niveau communautaire est améliorée à travers une approche inclusive et participative | Nombre de Comités Locaux de Paix et Sécurité et de forums de quartiers opérationnels  | 0 | 6 | 5 | 5 comités déjà mis en place (1 CLSP et 4 Forums de quartiers)(83% d’atteinte de l’indicateur) | Une forte implication des autorités locales et toutes les parties prenantes |
| Nombre de personnes (désagrégé par âge et par sexe) sensibilisées sur les questions sécuritaires et les mécanismes de gouvernance locale en matière de sécurité  | 15 | 6 | 6 | 2 | 13 | tbd | Les sensibilisations ne sont pas encore initiées | 0% | Le moment prévu pour la réalisation de ces activités n’est pas encore arrivé. |
| Nombre de membres de la communauté participant aux mécanismes de gouvernance locale en matière de sécurité (désagrégé par sexe)  | 6 | 4 |  |  |  | 10 membres dont 30% de femmes | 56 | 56 personnes membres du CLSP participent aux forums de quartiers( 560% ) | Au départ il était considéré seulement 10 membres du CLSP. Mais actuellement sur les 10 il s’est ajouté 46 membres des forums de quartiers. |
| % des autorités locales et /ou coutumières et des agents de sécurité engagés dans la promotion du Genre et la communication pour le changement de comportements (CCC) sur les SGBV.  | tbd | tbd | tbd | tbd | tbd | tbd | 160 personnes déjà formées sur la promotion du Genre et la communication pour le changement de comportements (CCC) sur les SGBVPourcentage à estimer au prochain rapport | Pas encore renseigner  | RAS |
| % d'hommes et de femmes ayant affirmé que le tissu social est renforcé grâce aux activités de rapprochement des communautés initiées par le projet  | 35,3 | 26,2 | 31,1 | 5,1 | 25,3 | 70% | L’activité n’est pas encore initiée | 0% | Le moment prévu pour la réalisation de ces activités n’est pas encore arrivé |
| **Produit 1.4**: Les Plans Locaux de sécurité de proximité sont élaborés et mis en œuvre par les communautés | Nombre de plans locaux de sécurité de proximité élaborés et ayant fait l'objet de mesure d'application  | N/A | 1 | Le consultant qui va appuyer le CLSP dans l’élaboration du plan est déjà recruté | 0%  | RAS |
| Nombre de diagnostics et de plans locaux de sécurité sensibles au genre (30% axés sur les besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles)  | N/A | 1 | Le consultant qui va appuyer le CLSP dans l’élaboration du plan est déjà recruté | 0%  | RAS |
| Nombre de cas d'abus et d'exploitation sexuelle reportés et investigués au sein de la Police  | 166 | tbd | RAS | RAS | La planification pour la collecte est prévue pour le mois de novembre 2021 |
| **Résultat 2 :** L'intégration sociale et économique et la résilience des communautés, en particulier celle des groupes vulnérables, est renforcée comme alternative à la violence | % Augmentation de l'offre ou demande de production  | 2,5 | 3,3 | 5,8 |  |  | 60% | Les AGR ne sont pas encore réalisées | 0% | Les AGR ne sont pas encore réalisées |
| % d'augmentation des revenus des bénéficiaires (désagrégé par sexe et par âge)  | 3,6 | 14,3 | 17,9 |  |  | 60% | Les AGR ne sont pas encore réalisées | 0% | Les AGR ne sont pas encore réalisées |
| Nombre d'emplois crées à travers les AGR (désagrégé par catégories : victimes ; démobilisés volontaires ; homme ; femmes) ;    | tbd | tbd | Les AGR ne sont pas encore réalisées | 0% | Les AGR ne sont pas encore réalisées. |
| % de bénéficiaires déclarant être en mesure de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles  | 10,7 | 25 | 35,7 |  |  | 80% | Les AGR ne sont pas encore réalisées | 0% | Les AGR ne sont pas encore réalisées. |
| **Produit 2.1:** Les plans locaux de paix et de développement (PLPD) intégrant l'analyse des conflits et la dimension genre, en lien avec les plans locaux de sécurité de proximité, sont élaborés et mis en œuvre, | Nombre de plan locaux de paix et de développement élaborés et ayant fait l'objet de mesures d'application  | 0 | 10 | Pas encore élaboré | 0%  | L’activité liée à l’élaboration des plans locaux n’est pas encore entamée. |
| Nombre de membres de la communauté participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des CLPD  | N/A | N/A | N/A | N/A | N/A | 30 | Pas encore élaboré | 0%  | L’activité liée à l’élaboration des plans locaux n’est pas encore entamée. |
| **Produit 2.3:** Des infrastructures communautaires ouvrant à la relance socioéconomique et à la cohésion sociale des communautés, sont réhabilitées à travers la création d'emplois temporaires | Nombre et type d'infrastructures communautaires réhabilitées/construites à travers l'approche HIMO  | N/A | 3 | Le rapport quant à l’estimation des coûts des travaux de réhabilitation est en cours d’appréciation | 0%  | Les infrastructures ne sont pas encore réhabilitées. |
| Nombre de bénéficiaires vulnérables des communautés locales embauchées dans le HIMO par provinces (désagrégé par sexe)  | N/A | 500 | Pas encore embauchés | 0%  | L’activité liée à l’élaboration des plans locaux n’est pas encore entamée. |
| **Produit 2.4:** Les jeunes et les femmes ont accès à des moyens de subsistance durables (à travers le lancement ou le renforcement d'activités génératrices de revenus innovantes, ainsi que la capitalisation sur leur épargne constituée) contribuant à réduire leurs vulnérabilités socioéconomiques | Nombre d'activités génératrices de revenus fonctionnelles (rendre compte sur leur capital et son évolution)  | 0 | 400 | Pas encore embauchés | 0%  | Les AGR n’ont pas encore été entamées. |
|   Nombre de personnes formées comme formateurs des jeunes et des femmes sur les moyens de subsistance   | tbd | 200 | 35 | 35 personnes ont déjà été formées (18%) | La formation va continuer jusqu’atteindre 200 personnes. |
| Nombre de membres de communautés vulnérables impliquées dans les AGR pour la relance d'une économie durable (désagrégé par sexe et faire le suivi du capital et revenus)  | 0 | 0 |  |  |  | 400 | Pas encore impliqué | 0%  | Les AGR n’ont pas encore été entamées. |
| Nombre de chaînes de valeurs renforcées   | 0 | 4 | Pas encore renforcées | 0%  | Les AGR n’ont pas encore été entamées. |
| % d'acteurs économiques locaux (producteurs agricoles) connectés aux marchés locaux  | 0 | tbd | Pas encore connectés | 0%  | Les AGR n’ont pas encore été entamées. |
| % de la population ayant affirmé que leur condition de vie s'est améliorée grâce à la mise en place des chaines de valeurs  | 0 | 60% | Pas encore entamé | 0%  | Les AGR n’ont pas encore été entamées. |

1. [↑](#footnote-ref-1)
2. Score 3 : pour les projets qui ont l’égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l’égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 : pour les projets qui ont l’égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l’égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 : pour les projets qui contribuent d’une certaine manière à l’égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total). [↑](#footnote-ref-2)
3. 0 = risque faible pour la réalisation des résultats; 1 = risque moyen pour la réalisation des résultats; 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats. [↑](#footnote-ref-3)
4. (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique; (2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits; (3.1) Création d’emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux ; (4.1) Renforcement des capacités nationales de l’État ; (4.2) Prolongement de l’autorité de l’État/de l’administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF. [↑](#footnote-ref-4)